



ARRETE DU MAIRE

PRIS LE 04 DEC. 2023

Services Techniques
CL/AF
N° 366 /2023

OBJET : Travaux de renouvellement du réseau gaz – boulevard d'Andilly, place Verte, chemin des Laitières.

Le Maire de Soisy-sous-Montmorency,
Vice-président délégué du Conseil départemental du Val d'Oise,

VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L2122-24, L2212-1, L2213-1 et suivants,

VU le code de la route en vigueur et notamment les articles R411-1 et suivants, R417-10,

VU l'article R610-5 du Code Pénal,

VU les décrets 2001-250 et 2001-251 du 22 mars 2001 modifiant le code de la route,

VU l'arrêté interministériel du 16 mai 2001 portant modification de l'arrêté interministériel du 24 novembre 1967, relatif à la signalisation des routes et autoroutes,

VU l'arrêté interministériel du 6 novembre 1992 portant modification de l'arrêté interministériel du 15 juillet 1974, relatif à la signalisation temporaire,

CONSIDERANT la demande de la société LOCATRA, 74 rue Henri Farman 93290 Tremblay-en-France concernant des travaux de renouvellement du réseau gaz boulevard d'Andilly, place Verte, chemin des Laitières, pour le compte de GRDF.

CONSIDERANT qu'il appartient à l'autorité municipale de prendre toutes les mesures nécessaires en vue d'assurer la sécurité, ainsi que de bonnes conditions de circulation et de stationnement.

ARRETE

Article 1 : Du 4 décembre 2023 au 16 février 2024, la société LOCATRA est autorisée à procéder à des travaux de renouvellement du réseau gaz boulevard d'Andilly, place Verte et chemin des Laitières.

Article 2 : Le stationnement sera interdit de part et d'autre de la chaussée pendant la durée des travaux et selon l'avancement du chantier :

- Boulevard d'Andilly,
- Place Verte,
- Chemin des Laitières

Article 3 : Pendant la durée du chantier et selon l'avancement des travaux, la circulation sera alternée et pourra être fermée si nécessaire ;

- Place Verte, dans sa partie comprise entre chemin des Laitières et le boulevard d'Andilly,
- Chemin de la place Verte, dans sa partie comprise entre chemin des Regards et chemin des Laitières,

- Chemin des Laitières, dans sa partie comprise entre l'intersection avec la place Verte et l'avenue Circulaire,
- Chemin des Laitières, dans sa partie comprise entre l'avenue Circulaire et le boulevard d'Andilly.

Article 4 : Une base vie sera installée sur 5 places de stationnement face au 55 boulevard d'Andilly (commune de Montmorency).

Article 5 : Les horaires de chantier seront adaptés au trafic routier ; les travaux s'effectueront de 9h00 à 16h00.

Article 6 : L'entreprise devra utiliser des véhicules équipés de signalisation pour les chantiers mobiles ainsi que des équipements individuels de protection pour les agents travaillant sur la voie publique, lors des travaux et selon les normes en vigueur.

Article 7 : Les fouilles sous chaussée seront refermées le soir. Les fouilles sous trottoir seront balisées et un cheminement piéton protégé sera mis place et assuré en toutes circonstances et une déviation pourra être mise en place le cas échéant, en accord avec les services municipaux. Les enrobés seront repris en pleine largeur en respectant le coloris initial. Les arrêtes devront être droites, saillantes, parallèles sans créer de surépaisseur ni de cuvette. Des ponts lourds seront engravés dans la chaussée pour éviter leur ripage.

Article 8 : En référence au décret n°2018-899 du 22 octobre 2018, tout intervenant sur le domaine public a l'obligation de détenir l'Autorisation d'Intervention à Proximité des Réseaux (AIPR).

Article 9 : Pour la réfection de la voirie, l'entreprise devra respecter le cahier des charges selon le Guide de Terrassement des Routes et des normes pour la pose de bordures en cas de dépose (NF P 98-331) et (NF P 98-340/CN

Article 10 : Les trottoirs devront rester accessibles aux piétons et aux personnes à mobilités réduites. Dans le cas où la circulation des piétons ne pourrait être maintenue sur le trottoir, celle-ci sera reportée sur le trottoir opposé aux travaux, une déviation adaptée devra être mise en place.

Article 11 : La protection et la circulation des piétons et des personnes à mobilité réduite, la signalisation conforme au code de la route et son entretien, nécessaires à la mise en œuvre de ces dispositions, l'affichage du présent arrêté sur le chantier, seront effectués par la société LOCATRA sous le contrôle des services techniques municipaux.

Article 12 : Des panneaux d'information de chantier seront mis sur place par l'entreprise chargée des travaux, avant tout commencement des travaux. Pour chaque chantier, le lieu, la nature, la date de début des travaux ainsi que la durée prévisible seront affichés sur place conjointement au présent arrêté. Un courrier d'information aux riverains sera distribué par l'entreprise.

Article 13 : L'entreprise aura à sa charge la mise en œuvre et le maintien en état de la signalisation réglementaire et prendra les mesures nécessaires afin de laisser le domaine public propre durant la période du chantier.

Article 14 : Dans le cas où il serait constaté un manquement au niveau de la sécurité par la commune, celle-ci pourra faire arrêter le chantier immédiatement, dans l'attente d'une remise en conformité du chantier.

Article 15 : La société reste responsable des accidents et dommages susceptibles de se produire aux abords et sur le chantier. Toute dégradation du domaine public (trottoir, chaussée, mobilier urbain et autres) sera prise en compte par la société.

Article 16 : Les contraventions au présent arrêté seront relevées et poursuivies conformément aux lois et règlements en vigueur et les véhicules en stationnement gênant seront mis en fourrière aux frais et risques des contrevenants

Article 17 : La directrice générale des services de la ville, la directrice des services techniques, le commissaire de police de la circonscription de Montmorency - Enghien-les-Bains, le responsable de la police municipale de Soisy-sous-Montmorency, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont un exemplaire sera adressé à la société LOCATRA 74 rue Henri Farman 93290 Tremblay-en-France.

François ABOUT

Conseiller municipal
Délégué aux affaires



Transmis en Sous-Préfecture de Sarcelles le :

Mis en ligne et/ou notifié le : **05 DEC. 2023**

Acte rendu exécutoire en vertu des articles L 2131-1 et L 2131-2 du CGCT. Le **05 DEC. 2023**

La présente décision administrative peut faire l'objet d'un recours devant le Tribunal Administratif de Cergy-Pontoise dans le délai de deux mois à compter de la date du « rendu exécutoire » mentionnée sur le présent acte.